



A Bussang, le 17 octobre 2024

## **MOTION DU CONSEIL NATIONAL DU SNP2E-FO**

Le CN du Syndicat National des Personnels de l'Environnement et de l'Équipement (SNP2E-FO) tient à exprimer, par la présente motion, sa plus totale opposition à la ligne politique adoptée par le gouvernement nouvellement nommé. À la suite des élections législatives, les attentes des citoyens étaient claires : la fin des politiques ultra-libérales qui n'ont cessé de fragiliser les services publics, d'accentuer les inégalités sociales, et de mettre à mal le modèle républicain fondé sur la justice sociale et fiscale. Pourtant, le constat s'impose : la feuille de route présentée par le Premier ministre s'inscrit dans une continuité aggravée des politiques menées poursuivant la dégradation des conditions de travail des agents et des conditions de vie des citoyens, en particulier des plus modestes, avec la mise en œuvre d'une austérité budgétaire sans précédent.

### **Absence de réponse aux aspirations sociales**

Les électeurs ont rejeté massivement les politiques néolibérales des gouvernements précédents, en espérant une rupture claire avec ces orientations. Cependant, au lieu d'un changement de cap, ce gouvernement persiste à appliquer des mesures d'austérité, en particulier dans la Fonction Publique, où les services publics sont « à l'os ». Plutôt que d'investir pour améliorer la qualité de ces services essentiels, notamment en matière d'Écologie et d'aménagement du territoire, la politique d'austérité, de transfert aux collectivités, de déconcentration au niveau du préfet de département et de privatisation se renforce, dégradant davantage le service rendu aux citoyens et précarisant les agents publics.

De plus, l'austérité annoncée semble devoir être supportée pour l'essentiel par les citoyens à faibles revenus, les mesures d'ajustement budgétaire visent les plus vulnérables et montrent une absence totale de souci pour la justice sociale. Le rejet de l'étranger comme responsable des maux de notre société est un stratagème populiste qui, loin de résoudre les véritables problèmes économiques et sociaux, divise et détourne l'attention.

### **Concernant la mise en œuvre d'une protection sociale obligatoire ministérielle**

Le CN affirme que l'objectif de la mise en place d'une PSC obligatoire est de transférer la charge (cotisations) du remboursement, de l'employeur vers le salarié. Les cotisations salariales financent la sécurité sociale (salaire différé). La PSC est une cotisation payée par le salarié (avec prise en charge de 50% par l'employeur, sur le montant de base initial).

**SNP2E - FO / MTEL/ Permanence - Plot I -  
30, passage de l'Arche 92055 LA DEFENSE CEDEX 04  
fo-snp2e.syndicats@i-carre.net www.snp2e-fo.syndicat.min-e2.fr/ 01 40 81 24 20**

Cette stratégie politique a pour objectif d'organiser l'appauvrissement de la Sécurité Sociale (au travers des exonérations de cotisations offertes aux employeurs), et de donner l'argument à l'État (suite à la remise en cause de la gestion paritaire de la Sécurité Sociale) de dérembourser certains actes. Donc le transfert à la PSC aura pour conséquence une augmentation de la cotisation des salariés à laquelle s'ajoutera la prévoyance.

C'est une remise en cause du principe fondateur de la Sécurité Sociale :

Un remboursement selon ses besoins via la solidarité qui s'oppose à la PSC un remboursement selon ses moyens via l'individualisation.

## **Le rôle du syndicalisme libre et indépendant**

Face à cette situation, le CN du SNP2E-FO tient à rappeler que le syndicalisme libre et indépendant, fondé sur la défense des principes de la République sociale, demeure un rempart essentiel contre la remise en cause des acquis statutaires des agents publics et de leurs missions égalitaires. Cette destruction constitue le terreau de la montée des idéologies d'extrême droite. Le discours consistant à remettre en cause l'État de droit, est inacceptable. Le SNP2E-FO continuera à défendre sans relâche les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité, en s'opposant fermement à toute tentative de remise en cause de ces fondements républicains.

## **Appel à la mobilisation pour un rapport de force**

Le CN du SNP2E-FO, constatant que ce gouvernement s'inscrit non seulement dans la continuité des politiques rejetées par les électeurs, mais qu'il en amplifie les effets néfastes, appelle l'ensemble de ses sections, militants et les structures Force Ouvrière à construire et amplifier le rapport de force indispensable pour contrer ces nouvelles régressions sociales. La mobilisation de tous les personnels est la seule voie de recours possible face à cette politique d'austérité et d'injustice sociale en devenir.

Le CN rappelle ses revendications

Le SNP2E-FO, exige les mesures suivantes :

- ➔ Abrogation immédiate des lois scélérates Borne-Macron et Touraine, qui ont allongé les durées de cotisation, dégradé les conditions d'accès à la retraite et réduit les niveaux de pension. Ces lois imposées par le 49-3, sans véritable débat parlementaire et contre l'avis de l'écrasante majorité des salariés, sont un affront à la démocratie sociale. Retrait de la réforme des retraites !
- ➔ Revalorisation des salaires et des minima sociaux : Dans un contexte d'inflation galopante, les salaires stagnent et les conditions de vie se dégradent. Le SNP2E-FO réclame une revalorisation immédiate des salaires et des minima sociaux.
- ➔ Augmentation immédiate de la valeur du point d'indice dans la Fonction Publique : Le SNP2E-FO exige une revalorisation de 10% du point d'indice, première étape vers un rattrapage global à minima de la perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires depuis l'année 2000, qui s'élève à 28,5%.

→ Renforcement des services publics et recrutement massif de fonctionnaires : Il est indispensable de mettre fin aux transferts de missions vers les collectivités ou vers le privé, et à la précarisation des personnels contractuels. Le SNP2E-FO exige le recrutement massif de fonctionnaires sur des postes pérennes, en particulier dans nos ministères en charge de l'Écologie et de l'Aménagement du territoire, afin notamment de restaurer un réseau routier national d'excellence, géré dans le cadre d'un service public national des routes.

Par ailleurs, le SNP2E-FO dénonce le caractère obligatoire de l'instauration d'un contrat de protection sociale complémentaire santé et condamne le choix de nos ministères d'avoir confié la couverture santé à une start-up financée par des capitaux d'un fonds de pension Nord américain, des capitaux asiatiques et européens dont la finalité est de dégager des bénéfices pour les actionnaires et donc aux dépens des agents du ministère.

Le SNP2E-FO mettra tout en œuvre pour obtenir l'annulation de ce marché et un nouvel appel d'offre couplé santé/prévoyance permettant le choix d'un candidat plus conforme aux valeurs mutualistes de solidarité assurant une présence territoriale et ayant développé un réseau de soin à hauteur des besoins des agents du Ministère.

Le SNP2E-FO réaffirme son engagement à lutter sans relâche pour la défense des droits des fonctionnaires et des agents publics.

La feuille de route présentée par le gouvernement est une véritable déclaration de guerre sociale, à laquelle nous devons répondre par la mobilisation collective et un renforcement de notre action syndicale, pour obtenir satisfaction.

**Le temps de l'action est venu. Le syndicat national et l'ensemble de ses sections y sont prêts, ensemble, engageons-nous dès à présent dans la construction du rapport de force nécessaire !**